

# Le cahier des défis

*Le cahier des défis est un document destiné à vous accompagner tout au long de votre travail en atelier pour imaginer des solutions en réponse aux défis proposés.*

Il se répartit en cinq grandes sections, correspondant aux thèmes des ateliers :

1. Réduire les inégalités
2. Développer le pouvoir d'agir des citoyens et des collectifs
3. Développer de nouveaux modèles économiques
4. Répondre aux enjeux de l'écologie et du développement durable
5. Développer les coopérations, notamment via le numérique

*Au sein de chacun des thèmes, en équipe, et avec l'aide de l'animateur de votre atelier nous vous invitons à :*

- Choisir un défi et éventuellement le reformuler (voire en proposer un autre si aucun ne vous convient).
- Imaginer un futur souhaitable, c'est-à-dire décrire une situation, en quelques mots, où le défi que vous proposez de relever est résolu.
- Construire une solution collective, combinaison de plusieurs actions menées conjointement, convergeant vers un même objectif et portée par une pluralité d'acteurs travaillant ensemble.

*Pour vous aider dans ce travail, le cahier des défis rassemble une série d'éléments destinés à vous guider dans votre réflexion.*

Pour chacune de ses sections, vous trouverez :

- Une **présentation du thème**, à partir des données issues des travaux de « Faire ensemble 2020 », de l'enquête en ligne et des groupes de travail « Faire ensemble en Rhône-Alpes Auvergne ».
- Une **présentation des défis** proposés, pour vous en permettre l'appropriation : cette présentation vous laisse également la liberté de reformuler les défis, pour les préciser ou les orienter vers des sujets qui vous paraissent importants.
- Une série **d'orientations pour un futur souhaitable** : ces descriptions désignent une situation où le défi est résolu. Elles sont issues des groupes de travail « Faire ensemble en Rhône-Alpes Auvergne », désignent des horizons, des objectifs à atteindre. Leur liste est non exhaustive.
- Une série de **propositions d'actions** : ces propositions d'actions, qui peuvent désigner des méthodes, des outils, des espaces, des structures ou autres, sont des moyens pour s'orienter vers le futur souhaitable visé et donc répondre au défi. Elles sont issues des groupes de travail « Faire ensemble en Rhône-Alpes Auvergne ». Leur liste est non exhaustive.

Vous trouverez en complément à ce document le **catalogue des initiatives** du territoire, qui recense, par thème, une série d'actions existantes – contribuant à répondre au défi – à renforcer et à lier éventuellement avec d'autres actions.

« Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin. »

*Nous vous souhaitons donc un bon travail en commun, mais aussi un moment de convivialité, pour construire ensemble la région de demain.*

# Réduire les inégalités

Dans l'enquête en ligne « Faire ensemble en Rhône-Alpes Auvergne » le sujet des inégalités apparaît en première place des préoccupations, notamment par le constat du creusement des inégalités territoriales. Les répondants ont également signalé la garantie de l'accès pour chacun à la réponse à ses besoins essentiels comme un enjeu prioritaire.

Ces préoccupations ont trouvé une traduction en des termes variés au sein des groupes de travail. Le groupe « engagement des jeunes » a ainsi mis l'accent sur le manque de reconnaissance dont souffre la jeunesse, qui se manifeste par la faible confiance qui lui est accordée. Le groupe a également mis en avant les fractures existantes au sein de la jeunesse, selon les origines sociales et géographiques ou les niveaux scolaires, qui se traduisent notamment par des inégalités d'accès aux dispositifs de mobilité internationale ou encore à l'engagement associatif.

Ce sont ces mêmes fractures que le groupe « lien social et société conviviale » a mis en avant. Il existe des séparations fortes entre les lieux de vie et les catégories sociales, qui sont marquées par des inégalités d'accès à un certain nombre de services de base. C'est sur l'inégalité d'accès aux transports et à la mobilité qu'a notamment insisté le groupe, dont découle la difficulté d'accès à l'emploi et à de nombreux services essentiels. La menace est alors celle du cloisonnement et du repli, qui accentuent les inégalités.

Les groupes ne se sont cependant pas résignés au constat de ces fractures, pour souligner des amorces de solution. Le dénominateur commun de ces réponses possibles aux inégalités sont l'appui sur les ressources des individus, la reconnaissance de leurs capacités et l'opportunité de les faire se rencontrer et travailler ensemble. Le groupe « éducation par le sport » a ainsi mis l'accent sur le rôle d'inclusion que peuvent jouer les activités sportives. De multiples initiatives existent, porteuses de liens, qui méritent d'être reconnues, relayées et mises en réseau, pour à la fois couvrir les besoins des individus et permettre à chacun d'être acteur de l'intérêt général.

## Présentation des défis

### • Comment favoriser la mobilité de tous, de la porte à la porte ?

Les problèmes de mobilité sont sources et révélateurs de nombreuses inégalités. Ils sont le fruit de cloisonnements géographiques (quartiers périphériques, zones rurales isolées...) ou encore de la mauvaise prise en compte de besoins spécifiques à certaines catégories de la population (personnes handicapées, personnes âgées...). La question se pose alors de savoir comment permettre à chacun de circuler au sein de et entre les lieux de vie, pour accéder aux services essentiels et agir dans son environnement.

### • Comment donner à chacun les moyens de couvrir ses besoins essentiels ?

Le logement, l'alimentation, l'éducation, la santé, la reconnaissance, les loisirs, la culture sont des besoins essentiels, auxquels donnent accès chaque jour des associations, mais aussi des actions individuelles et des mécanismes d'entraide. Se pose alors la question des initiatives à mettre en place pour permettre à chacun de trouver une satisfaction à ses besoins essentiels et des conditions (réglementaires, législatives...) à réunir pour que non seulement ces droits soient garantis, mais aussi que chacun y ait effectivement accès.

### • Comment renforcer le potentiel des activités associatives, pour que chacun trouve sa place ?

Qu'elles soient de loisirs, sportives ou culturelles, ou encore liées à un engagement ou au service d'autrui, les activités associatives sont un puissant facteur de cohésion sociale. Elles permettent à chacun de trouver sa place, d'être reconnu et accepté pour ce qu'il est, en fonction de ses besoins, mais aussi de ses exigences et de ses capacités. Il est alors légitime de s'interroger sur les possibilités de renforcer le rôle des associations au service de la lutte contre les inégalités.

## Des pistes pour agir

### *Orientations pour un futur souhaitable*

- De nouveaux mécanismes de redistribution des richesses permettent à tous d'exercer une activité reconnue
- Les territoires se structurent autour des individus porteurs de liens et de solutions
- Les activités associatives, sportives et culturelles sont un facteur d'inclusion
- Les activités associatives, sportives et culturelles sont accessibles à tous
- Les compétences des individus sont toutes reconnues
- L'éducation et la formation tout au long de la vie sont une réalité, pour trouver sa place dans la société en fonction de ses capacités et attentes
- Les disparités entre les territoires dans l'accès aux services de base sont minimales
- L'agriculture de proximité s'est développée et emploie un nombre croissant de personnes
- Les activités économiques de proximité, non délocalisables, se sont fortement développées



### *Propositions d'action*

- Expérimenter la mise en place d'un revenu de base
- Intégrer les personnes exclues du marché travail en leur permettant de participer à des travaux d'intérêt collectif
- Créer un cadre pour permettre la prise d'initiative par les chômeurs
- Développer les réseaux d'entraide, type Accorderies
- Poursuivre les actions de renouvellement urbain
- Assurer l'accès à des réseaux de socialisation multiples
- Construire des espaces urbains avec une mixité fonctionnelle pour dépasser les fragmentations et briser les frontières entre quartiers
- Créer des temps de convivialité réguliers dans l'espace public
- Permettre à des jeunes en situation d'exclusion ou d'échec scolaire de former d'autres publics à des pratiques qu'ils maîtrisent (pratiques sportives, activités culturelles...)
- Permettre aux actifs de mettre leurs compétences au service des associations et activités support de lien social, par l'adaptation de leur temps de travail
- S'appuyer sur les pratiques sportives pour accompagner les individus vers une plus grande maîtrise d'eux-mêmes
- Créer des méthodes pédagogiques qui permettent une multiplicité de voies d'accès aux connaissances et compétences, qui prendraient appui sur le sport, la culture...
- Accompagner les jeunes en situation d'exclusion à la prise de responsabilité dans le cadre d'un projet associatif
- Développer un réseau d'entreprises qui reconnaissent, valorisent et valident les compétences acquises dans le cadre d'activités sportives ou culturelles
- S'appuyer sur l'éducation par le sport pour valoriser les personnes en situation de souffrance scolaire
- Mettre en place des dispositifs de formation et d'orientation accessibles à tous

# Développer le pouvoir d'agir des citoyens et des collectifs

La défiance à l'égard des institutions et des mécanismes de représentation va croissante depuis plusieurs années. D'après les données 2015 du Baromètre de la confiance qu'édite le centre de recherches politiques de SciencesPo (Cevipof), si la confiance des Français envers le maire de leur commune reste élevée (63,3%), ce taux chute en-dessous de 50% pour les conseillers généraux (48,2%), régionaux (47,5%) et les députés (40,9%). Cette confiance n'est que de 25,5% pour les syndicats et de 8,4% pour les partis politiques.

Les répondants à l'enquête « Faire ensemble en Rhône-Alpes Auvergne » ont désigné la défiance croissante des individus à l'égard des institutions et des formes de représentation au troisième rang des principales tendances du territoire.

Dans les groupes de travail, le groupe « lien social et société conviviale » a fait du développement de la participation et de l'engagement un de ses axes privilégiés d'un futur souhaitable pour répondre aux tendances de fragmentation de la société. Le groupe « dialogue et développement territorial » a quant à lui signalé l'implication des citoyens comme un enjeu central, en réfléchissant à une nouvelle articulation des rapports entre les citoyens et les élus.

Dans cette optique, s'il ne peut résoudre à lui seul le manque de confiance à l'égard des politiques et des instances représentatives, le développement du pouvoir d'agir des citoyens et des collectifs permet d'explorer des réponses possibles, par le développement de nouvelles méthodes d'action collective qui rapprochent les citoyens de la décision publique et leur permettent d'avoir un impact sur leur environnement.

*Définition du pouvoir d'agir : ouvrir « l'accès à la capacité politique pour que [les habitants] soient les auteurs de la définition de leurs besoins et les coproducteurs des réponses à y apporter pour le développement social de leur territoire. »<sup>1</sup>*

<sup>1</sup> Cf. Lettre ouverte « Valoriser la capacité citoyenne des quartiers populaires »,

## Présentation des défis

### • Comment aider à concrétiser les envies d'agir de chacun ?

L'engagement ne se construit pas exclusivement sur des actions de long terme et de grande portée. Il se traduit également par des actions locales, ponctuelles qui peuvent s'exercer en dehors de cadres définis (associations, partis politiques, syndicats...). Les individus sont porteurs de changement et en partant de leurs indignations ou de leur envie d'être utile, sont une ressource essentielle pour transformer la société. Ce constat soulève la question de savoir comment permettre aux initiatives portées par des individus de se concrétiser et de se développer, pour passer de l'envie d'agir à l'action.

### • Comment organiser les débats démocratiques pour que chacun ait envie d'y participer ?

Le débat démocratique devrait être l'affaire de tous, or un nombre trop important d'individus s'en excluent, par autocensure ou parce que la manière dont ce débat est organisé ne leur correspond pas. L'abstention aux élections va croissante, tandis que les dispositifs de démocratie participative ne sont souvent saisis que par une partie limitée de la population. La question se pose alors de savoir quels dispositifs, quels lieux, quels espaces et quel accompagnement imaginer pour permettre une réappropriation du débat démocratique par l'ensemble de la population.

### • Comment développer la confiance dans le pouvoir d'agir des jeunes et la prise en compte de leur parole ?

Les dispositifs publics en direction des jeunes tendent trop souvent à les considérer comme un problème plutôt que comme une ressource. Cette impression est renforcée par les médias qui renvoient souvent des jeunes une image dévalorisante, ne les représentant qu'au travers des problèmes auxquels ils sont confrontés : chômage, addictions, délinquance... Cela entraîne une interrogation sur le développement d'une confiance envers les jeunes qui leur permette d'exprimer leurs idées, d'être acteurs de leur trajectoire personnelle et impliqués dans des projets collectifs.

<https://pouvoir-dagir.files.wordpress.com/2011/04/lettre-ouverte-pouvoir-dagir-juin-2010.pdf>

## Des pistes pour agir

### *Orientations pour un futur souhaitable*

- La diversité des manières de faire et d'agir est valorisée
- Le bénévolat et les autres formes d'engagement sont reconnus
- La mobilité interculturelle est une réalité pour tous
- Toutes les envies d'agir peuvent bénéficier d'un accompagnement
- Les dispositifs d'accompagnement à l'engagement sont mis en réseau
- On fait confiance aux jeunes
- L'espace public est pensé et conçu pour accueillir les initiatives des habitants et permettre leur participation
- Tout le monde peut se construire un parcours d'engagement cohérent avec son envie d'agir
- Les élus sont devenus des animateurs du dialogue territorial
- Une culture de la co-construction et de la codécision a été mise en place dans les collectivités et services publics
- Les espaces de concertation sont multiples, variés et accessibles à tous
- Les régions et les départements ont mis en place des politiques de soutien à la vitalité associative



### *Propositions d'action*

- Créer des espaces et dispositifs pour contribuer à la reconnaissance de la « capacité contributive » de la jeunesse et des individus
- Donner une place aux jeunes dans les espaces de décision et d'action
- Créer des « tiers-lieux » pour permettre l'échange et créer des dynamiques d'impulsion de projets
- Créer des bureaux dans les universités pour permettre aux étudiants, en lien avec leur formation, de construire des solutions aux problématiques que rencontrent les acteurs d'un territoire
- Reconnaître le droit à un temps partiel associatif par convention entre employeurs et associations
- Mettre en place des outils de référendum numérique
- Proposer des crédits d'enseignement pour les étudiants portant des actions collectives à l'échelle d'un quartier
- Développer des conseils d'usagers pour améliorer les services publics
- Créer des espaces dédiés à l'expression publique, appropriables par les habitants
- Former dès l'école aux pratiques de médiation et de co-construction
- Développer des outils de consultation numériques
- Développer les réseaux d'entraide du type Accorderies
- Renforcer le rôle des associations d'animation dans les dispositifs de concertation
- Mettre en place des formations au dialogue territorial à destination des techniciens et des élus
- Créer une conférence des habitants au niveau des intercommunalités
- Créer une conférence des territoires où se rassemblent élus et citoyens

# Développer de nouveaux modèles économiques

La prédominance d'un modèle économique libéral n'empêche pas l'existence de modèles alternatifs qui lui coexistent et l'infléchissent, voire le contestent. Outre les modèles solidement établis de l'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles, associations...), de nouvelles formes se sont développées autour des notions d'économie circulaire, d'économie collaborative, d'économie du partage ou encore des biens communs. La transformation des façons de produire, d'échanger et de consommer qu'entraîne le numérique renforce la pluralité des modèles économiques.

L'enquête « Faire ensemble en Rhône-Alpes Auvergne » a permis de souligner le rôle d'acteur économique des associations. Pour 84 % des répondants, les associations et les autres acteurs de l'économie sociale et solidaire sont porteurs de modèles économiques alternatifs viables. Cette affirmation est confirmée par les groupes de travail qui sont nombreux à avoir mis en avant cette dimension. La réflexion sur la relocalisation alimentaire a permis de mettre en avant l'implication des associations dans le développement des circuits courts. Le groupe « dialogue et développement territorial » a mis en avant l'opportunité de développer le modèle des biens communs pour la gestion des ressources naturelles, notamment l'eau.

De manière plus large, les associations sont au premier plan dans la détection de besoins sociaux émergents, et savent y apporter des réponses adaptées, pour prémunir des mécanismes de précarisation.

Les groupes de travail ont également souligné la contribution des associations à la résilience d'un territoire. En d'autres termes, elles contrent par leur action les mécanismes de fragmentation des territoires et apportent des réponses durables aux problèmes sociaux, économiques et écologiques.

Si les associations sont des acteurs économiques avérés, l'évolution de leurs modèles est néanmoins un enjeu stratégique de premier ordre. L'enquête en ligne a ainsi mis en avant que l'évolution de la nature des financements publics conduit à devoir imaginer de nouveaux modèles.

D'autre part, concernant l'émergence de nouveaux modèles économiques, la question est posée de savoir sous quelle forme et par quels moyens il est possible aux actions collectives de s'en saisir et d'en faire de véritables projets citoyens.

## Présentation des défis

### • Comment valoriser la richesse produite grâce aux associations et au travail bénévole ?

Les actions bénévoles sont productrices de valeurs, parce qu'elles créent de la cohésion sociale, favorisent l'insertion, comblent des besoins peu ou mal couverts par la puissance publique et le marché... La dimension économique du travail bénévole est cependant peu valorisée, et mal mesurée. Une meilleure prise en compte de la richesse produite par les associations pourrait pourtant contribuer à améliorer leurs financements. La question est alors posée de savoir comment mieux prendre conscience de cette richesse humaine et économique pour encourager et reconnaître les associations et bénévoles qui les font vivre.

### • Comment impliquer davantage les entreprises dans les enjeux sociaux, économiques et environnementaux de leur territoire ?

La RSE invite les entreprises à une meilleure prise en compte des préoccupations sociales, économiques et environnementales de leurs parties prenantes ainsi que du territoire dans lequel elles agissent. Cette dynamique les entraîne à prendre en considération les conséquences de leurs activités et à travailler en lien avec d'autres structures, dans une logique d'apports réciproques. Se pose alors la question de savoir comment peuvent se formaliser de tels échanges et sur la base de quels projets.

### • Comment développer de nouvelles dynamiques de production et de partage des richesses fondées sur la solidarité à l'échelle d'un territoire ?

Les associations, les citoyens constitués en collectifs, les entrepreneurs sociaux sont à l'initiative de projets qui visent à ancrer la production et gestion de richesses dans leur territoire. Ces initiatives sont le fruit d'innovation et/ou de modèles alternatifs et marquent une appropriation citoyenne des enjeux économiques. Cela entraîne une interrogation sur l'opportunité et les moyens de développer et valoriser ces nouvelles approches économiques.

## Des pistes pour agir

### *Orientations pour un futur souhaitable*

- Le modèle des biens communs est étendu et s'applique notamment aux ressources de base (eau, énergie, ressources agricoles...)
- La vitalité sociale du territoire est valorisée
- Les logiques de circuits courts sont généralisées
- L'économie circulaire s'est généralisée
- La contribution économique au dynamisme d'un territoire est reconnue
- L'économie collaborative est au cœur des échanges dans les territoires
- L'agriculture de proximité s'est développée et emploie un nombre croissant de personnes
- Les activités économiques de proximité, non délocalisables, se sont fortement développées
- Les associations et les entreprises travaillent ensemble, pour combiner leurs atouts au service de projets d'intérêt général



### *Propositions d'action*

- Expérimenter la mise en place d'un revenu de base
- Créer des monnaies locales
- Créer des systèmes d'échanges locaux pour encourager les liens économiques à l'intérieur d'un territoire
- Développer une économie de la fonctionnalité
- Mettre en place un « crédit bénévole » pour les jeunes, leur donnant accès à des services (par exemple préparation du permis) pour récompenser leur engagement dans des projets collectifs
- Créer des outils pour mettre en relation l'offre et la demande entre producteurs et consommateurs en circuits courts
- Mutualiser les moyens entre les associations
- Créer des « maisons de l'alimentation » dans chaque quartier, pour mettre en relation producteurs et consommateurs
- Reconnaître le droit à un temps partiel associatif par convention entre employeurs et associations
- Développer le mécénat de compétences
- Développer un projet d'habitat coopératif

# Répondre aux enjeux de l'écologie et du développement durable

Le réchauffement climatique est une réalité largement admise, de même que la menace qu'il représente à long terme si nous ne parvenons pas à le contenir en-deçà de la barre des 2°. D'après les scénarios du Groupement international d'experts sur le climat (GIEC), sans effort significatif de notre part, la hausse de la température pourrait être de 4,8° en 2100 et entraîner une hausse du niveau des océans de 98 cm. L'effort doit porter en priorité sur la réduction des gaz à effet de serre.

Les enjeux écologiques ne se limitent pas au réchauffement climatique. D'autres questions sont à prendre en considération : la pollution des sols, les risques technologiques et industriels, la raréfaction des terres agricoles... Tous ont entraîné une large prise de conscience, que traduit la généralisation du principe de développement durable et la mise en place de démarches pour les appliquer, via notamment les Agendas 21.

L'enquête en ligne « Faire ensemble en Rhône-Alpes Auvergne » confirme la prise de conscience de ces sujets par les répondants. La dégradation du territoire qu'entraîne une insuffisante prise en compte des enjeux écologiques est considérée comme la deuxième principale évolution du territoire. Le développement de nouveaux modèles de production et de consommation plus respectueux de l'environnement figure lui au deuxième rang des enjeux prioritaires. Ils ne sont néanmoins que 31% des répondants à considérer que les associations sont conscientes de la nécessité d'adapter leur fonctionnement aux exigences du développement durable.

Les enjeux de l'écologie et du développement durable constituent donc des défis majeurs pour les associations et les initiatives citoyennes. Leur ampleur peut intimider et laisser penser que c'est à une autre échelle que s'établissent les réponses. Néanmoins, c'est bien au niveau local que peuvent se construire des réponses qui, combinées, peuvent contribuer à un changement global.

La relocalisation alimentaire et la transition énergétique sont ainsi des solutions à portée de main, dont les individus peuvent être acteurs, qu'ont explorées des groupes de travail dédiés. Elles conduisent souvent à imaginer de nouveaux

modèles, mettant l'accent sur la coopération, que ce soit sous la forme de collectifs, de coopératives ou selon les modèles de gestion des biens communs ; modèles qu'a mis en valeur le groupe « dialogue et développement territorial ». Dans tous les cas, qu'il s'agisse d'agriculture, de gestions de biens naturels ou de production énergétique, la réponse aux enjeux écologiques passe par la mise en œuvre de solutions innovantes, alternatives, respectueuses de leur environnement, et leur mise en réseau, dans une logique de coopération et de mutualisation.

## Présentation des défis

### • Comment mobiliser les énergies citoyennes pour accélérer la transition énergétique à l'échelle d'un territoire ?

La transition énergétique repose sur la combinaison de la réduction de notre consommation, de l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la recherche d'alternatives aux énergies fossiles, notamment en augmentant la production d'énergies renouvelables (ENR). Ces trois leviers peuvent passer par des dynamiques de sensibilisation et d'éducation à l'environnement, dont les associations peuvent être porteuses. Du côté de la production, aujourd'hui encore le fait de grands acteurs, les évolutions technologiques permettent d'imaginer l'émergence de nouveaux acteurs à même de produire et mettre en réseau une énergie renouvelable. La question se pose alors des modes de convergence à imaginer entre les acteurs pour faire de la transition énergétique un enjeu auquel chacun peut prendre part.

### • Comment favoriser les circuits courts, notamment pour l'alimentation ?

De nombreuses initiatives favorables à la relocalisation alimentaire ont été mises en place depuis plusieurs années, sur le constat du besoin d'une nourriture plus respectueuse de la santé et de l'environnement. Pour se développer, ces initiatives ont besoin de mutualiser leurs ressources, de bénéficier d'outils, équipements et aménagements adaptés. Est alors posée la question des moyens à mettre en œuvre pour un renforcement des dynamiques de relocalisation alimentaire.

### • Comment développer des mécanismes d'économie circulaire ?

L'économie circulaire repose sur une logique de limitation du gaspillage des ressources et des matières premières, en favorisant les logiques de réemploi et de recyclage, en faisant par exemple du



déchet produit par une activité la matière première d'une autre activité. C'est une réponse écologique qui repose sur une mise en réseau d'acteurs variés, dans une dynamique locale. Il est alors légitime de se demander quels mécanismes d'économie circulaire mettre en place pour imaginer une solution locale aux enjeux de l'écologie.

## Des pistes pour agir

### *Orientations pour un futur souhaitable*

- La transition énergétique a été effectuée
- Les territoires ont une plus grande autonomie alimentaire
- Les dynamiques de circuits courts sont généralisées pour la production et consommation alimentaires
- Le territoire est aménagé pour favoriser les circulations douces et les circuits courts
- L'économie circulaire s'est généralisée
- Les modes de transport en circulation douce se sont généralisés
- L'économie collaborative est au cœur des échanges dans les territoires
- L'agriculture de proximité s'est développée et emploie un nombre croissant de personnes

### *Propositions d'action*

- Relocaliser la production d'énergie
- Créer des structures d'appui à la production d'énergie renouvelable et aux économies d'énergie
- Développer des coopératives d'énergie citoyennes
- Développer les circuits courts
- Relocaliser les activités agricoles
- Organiser le dialogue entre producteurs et consommateurs d'un territoire pour relocaliser les productions agricoles
- Faire de la relocalisation alimentaire une compétence obligatoire pour les intercommunalités
- Créer des « maisons de l'alimentation » dans chaque quartier, pour mettre en relation producteurs et consommateurs



## Développer les coopérations, notamment via le numérique

La logique de compétition, sur laquelle est fondée en grande partie le fonctionnement de notre économie, cède progressivement le pas à la coopération. Des initiatives telles que les Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) apparaissent, pour faire travailler ensemble des acteurs différents, au service d'objectifs partagés. Des clusters se constituent, qui mettent en synergie les atouts d'acteurs différents, pour mener des projets innovants et en multiplier l'impact.

Au niveau des collectivités, des nouvelles approches sont expérimentées, à partir des besoins et des usages, pour construire des nouveaux modes de fonctionnement, moins compartimentés, faisant travailler ensemble les services.

Au niveau des associations, le renouvellement des modes de l'engagement favorise la mise en réseau des individus, où chacun apporte ses compétences au service d'un projet.

Ces nouvelles manières de faire répondent à la montée en puissance d'une société de la connaissance, où le partage des connaissances, l'intelligence collective deviennent des atouts plus importants que l'approche spécialisée et cloisonnée. Le numérique contribue fortement à ce renouvellement des approches, en favorisant le principe d'innovation ouverte, le travail collaboratif et le partage des méthodes pour augmenter l'impact des initiatives.

Les groupes de travail ont tous souligné l'importance de ces logiques de coopération. Pour le groupe « engagement des jeunes », une mise en réseau des dispositifs d'accompagnement permettra à chaque jeune de traduire son envie d'engagement en action. De la même manière, pour le groupe « éducation par le sport », une information partagée sur les dispositifs existants permettra à chacun d'avoir accès à celui qui lui correspond. Le groupe « relocalisation alimentaire » a lui souligné que c'est par une mutualisation des moyens, notamment en termes de logistique et d'approvisionnement, qu'il sera possible de donner accès au plus grand nombre à des produits issus d'une agriculture locale. Pour le groupe « lien social et société conviviale », l'une des principales

difficultés est le manque de reconnaissance dont bénéficient les initiatives citoyennes portées à l'échelle d'un quartier.

Les enjeux liés à la coopération sont ainsi largement identifiés par les répondants à l'enquête en ligne « Faire ensemble en Rhône-Alpes Auvergne ». Ils placent la coopération en correction des effets néfastes de la compétition pour créer de nouvelles formes de solidarité au troisième rang des enjeux prioritaires. La coopération reste cependant un défi stratégique à relever pour les associations, 2/3 des répondants soulignant que les associations peinent encore à coopérer entre elles. L'usage du numérique constitue lui aussi un levier d'action à développer pour les associations, la moitié seulement des répondants estimant que les associations savent s'appuyer sur ces nouveaux outils pour leur développement.

### Présentation des défis

- **Comment mettre en réseau les initiatives émergentes, les porteurs de solution pour leur permettre de dialoguer, créer ensemble et faire convergence ?**

Partout sur les territoires émergent des initiatives qui témoignent de la capacité des citoyens regroupés en associations, ou d'autres formes d'action collective, à inventer des solutions et lutter contre la désespérance généralisée, véritables « révolutions silencieuses ». Elles bénéficient cependant d'un faible écho, faute de connexions entre elles. La question est alors posée de savoir comment les faire se connaître, se relier, pour améliorer leur reconnaissance et les amener à « faire ensemble » pour amplifier leurs effets positifs.

- **Comment accompagner les associations dans leur entrée dans la culture numérique ?**

Le numérique est porteur d'une grande capacité de changement. Il offre des espaces ainsi que des outils pour renouveler les formes d'engagement, et des opportunités pour travailler de façon collaborative. Il facilite les échanges et permet de créer des réseaux ouverts autour de projets ou d'intérêts communs. Son usage n'est cependant pas inné, et la rapidité avec laquelle émergent de nouveaux outils nécessite une véritable éducation au numérique, pour en tirer profit au mieux, selon ses besoins. Se pose alors la question de savoir comment outiller et

accompagner les acteurs associatifs pour qu'ils mettent le numérique au service de leurs projets.

- **Comment, sur des projets communs, faire travailler ensemble associations, élus, entreprises, collectifs, chercheurs, artistes et individus ?**

Les acteurs d'un même territoire, s'ils peuvent avoir des intérêts divergents, partagent souvent des préoccupations communes, des sujets sur lesquels tous ont intérêt à avancer ensemble. La complémentarité entre acteurs est alors un atout essentiel, chacun pouvant apporter son expertise, d'usage, sectorielle, technique, scientifique ou autre, pour avoir une vue complète d'un problème et y apporter la réponse la plus adaptée possible. Il est alors légitime de s'interroger sur les sujets nécessitant une telle approche et sur les méthodes et outils à mettre en place pour faciliter un travail collectif qui s'appuie sur les capacités et compétences de chacun.

## Des pistes pour agir

### *Orientations pour un futur souhaitable*

- Le rôle des élus a évolué pour qu'ils prennent en charge l'animation d'un dialogue territorial
- Les territoires se structurent autour de projets
- Les énergies et initiatives citoyennes sont mises en réseau
- Les associations coopèrent entre elles
- Les associations coopèrent avec d'autres acteurs
- Le numérique est un levier pour encourager et faciliter l'engagement
- Les associations savent prendre appui sur le numérique pour amplifier leurs actions

### *Propositions d'action*

- Renforcer les conseils locaux de développement
- Sensibiliser les jeunes dès l'école aux pratiques de médiation, de coopération et de co-construction
- Jumeler des écoles entre villes de tailles différentes pour favoriser les échanges
- Développer un outil de démocratie participative qui prenne appui sur le numérique
- Mutualiser les moyens entre les associations
- Créer un outil informatique partagé pour recenser les besoins des associations
- Faire une cartographie des ressources associatives existantes et mutualisables sur un territoire
- Organiser des événements de rassemblement des alternatives citoyennes, type Alternatiba

